



COMMUNIC'ACTION CGT

EDITION NOVEMBRE 2025

À LA SAINT AGAPIOS, RÉSISTANCE JUSQU'À L'OS !



RÉFORME CHÔMAGE



ÉDITO

RÉGIME MINCEUR

Allez, c'est reparti pour un tour. Continuons à nous serrer toujours plus la ceinture et préparons nos mouchoirs : la grande kermesse du **Projet de Loi de Finances** est ouverte et, avec elle, la valse des projets de régression sociale !

Tels des alchimistes en herbe à la recherche de la pierre philosophale, nos gouvernants déclament avec une feinte stupeur que les caisses sont vides. Leur solution ? Toujours la même. Un cocktail de **"justice fiscale"** au goût de cendre.

L'idée est, comme d'hab, brillante : **demander à ceux qui n'ont plus rien de donner un peu plus**, au nom d'une « responsabilité » que notre gouvernement n'a jamais su s'appliquer à lui-même.

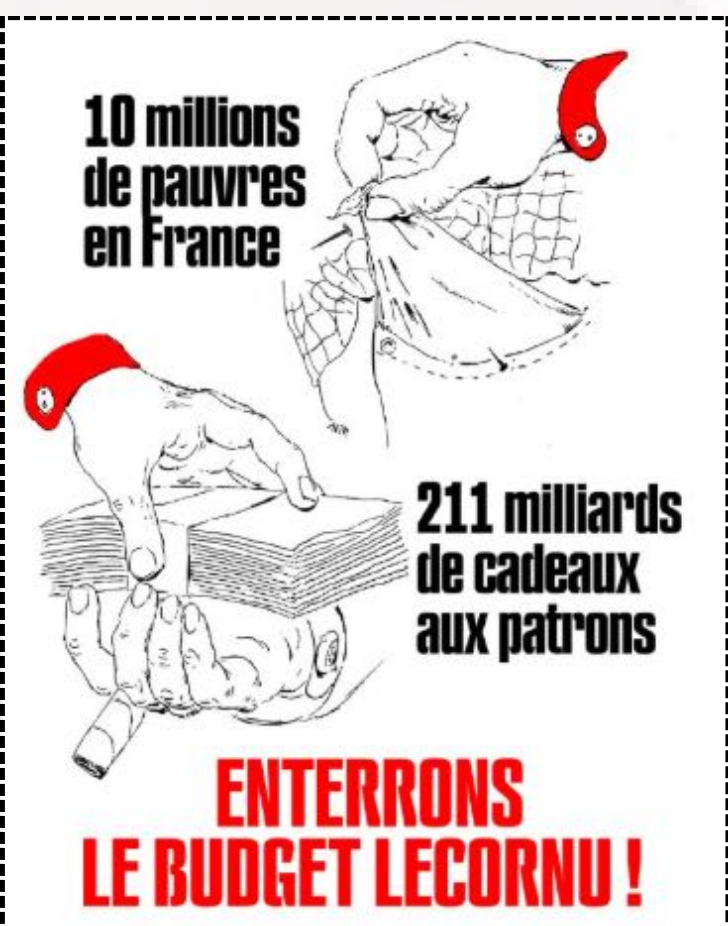
Le climat social n'est plus à la crispation, il est à la sidération. On nous explique avec une "pédagogie" infantilisante qu'il faut **"sauver le modèle français"** en le **démantelant pierre par pierre**.

C'est fascinant : on va soigner l'anémie du pays par une bonne saignée. Pendant que le peuple gronde, là-haut, on s'échine à chercher de joyeux synonymes au mot "austérité". **Ce budget ne sera pas une loi mais une exécution sommaire du pouvoir d'achat**, une exécution applaudie par ceux qui ne comptent toujours plus que sur les sacrifices des autres.

Côté France Travail, le budget est largement amputé, les salaires stagnent pendant que l'inflation galope, les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) se terminent comme chaque année par un zéro pointé, les suppressions de postes sont actées et les mobilités de plus en plus forcées.

Pas même besoin d'évoquer nos conditions de travail, déplorables, la pression constante et la perte totale de sens de nos métiers pour se révolter.

Plus que jamais, notre riposte collective est indispensable !



Pour nous contacter : syndicat.cgt-hdf@francetravail.fr
Une mine d'infos sur notre page : [Facebook](#)
et notre site internet : cgt-france-travail-hauts-de-france.fr
ou simplement grâce au QR code se trouvant là



Comm gouvernementale : se préparer à une situation d'urgence

Le gouvernement nous incite fortement à **préparer un kit et adopter de bons réflexes**.

Tout d'abord quelques définitions :

- **Se préparer à une situation d'urgence, c'est avant tout identifier les risques** qui me menacent et donc prévoir des scénarios alternatifs.
- Après un **inventaire de ces risques**, il est nécessaire de **les étudier et d'évaluer leur gravité potentielle** avant de décider des actions préventives à mettre en place (kit d'urgence).
- C'est finalement **prendre les précautions nécessaires** pour pouvoir gérer au mieux une situation de crise.

A la lecture de ces éléments nous trouvons **nécessaire que les Agents de France Travail, durement éprouvés depuis maintenant trop longtemps**, préparent leur propre kit.

TOUS RESPONSABLES FACE AUX RISQUES, AGISSONS.

| BIEN | PRÉPARÉS



PREPARONS-NOUS A FAIRE FACE : nous et nos collègues pourrions être amenés à faire face à une situation dans laquelle le fonctionnement ordinaire de notre établissement serait perturbé (Loi pour le Plein Emploi, recours à l'IA, etc.).

- Constituons un kit d'urgence (caféine ou théine, anti-migraineux, coussin anti-escarre pour faire face aux heures de réunion)
- Suivons trois priorités : garder l'esprit du service public de l'emploi, maintenir notre capacité de jugement et accompagner les privés d'emploi
- Syndiquons-nous à la CGT

| BIEN | PROTÉGÉS



INFORMONS-NOUS sur les risques et les menaces et sur les comportements à adopter pour y faire face :

- Soyons prêts à faire face aux risques psycho-sociaux
- Soyons prêts à faire face aux réformes en lien avec une volonté féroce de notre gouvernement de taper sur les plus précaires
- Résistons aux rumeurs et à la désinformation en lisant le Communiqué de la CGT
- Reconnaissons et écoutons les bons interlocuteurs

| TOUS | ENGAGÉS



MOBILISONS-NOUS en rejoignant la CGT et en participant à la journée de grève du 2 décembre :

- En tant que salarié de France Travail
- Pour un vrai service public
- Au service des privés d'emploi

France Like

France Travail ou « France Like » ? **Quand notre Service Public se rêve en start up de la Silicon Valley.**

Ah, les Hauts-de-France ! Sa convivialité, ses beffrois, ses corons, ses betteraves, ses frites... et bientôt, sa **pépinière d'influenceurs agréés par l'État**. Notre Direction Régionale nous l'annonce avec des paillettes dans les yeux : c'est le grand départ pour le « **Pilote LinkedIn** ».

L'idée : **transformer 100 conseillers "volontaires" (pour l'instant) en guerriers du réseau social**, armés de hashtags et d'emojis, pour promouvoir les actions de FT. Une expérimentation qui, si tout se passe bien (ou mal, selon le point de vue), sera généralisée à toute la France d'ici 2028.

Mais derrière ce vernis « Start-up Nation », c'est le **mélange des genres**. Les directions locales sont chargées de transmettre les directives : « **c'est pour le travail, mais avec ton compte perso** ».

Pour participer, l'agent devra donc utiliser son compte privé pour ouvrir un accès professionnel. C'est le **mariage forcé de la vie privée et du boulot**. La frontière vie professionnelle / vie personnelle est concrètement pulvérisée et, pour couronner le tout, il s'agit de **livrer nos données personnelles sur un plateau d'argent à Microsoft**, propriétaire de LinkedIn. C'est vrai après tout, cette petite PME américaine qui pèse quelques milliards a sûrement besoin d'un coup de pouce.

C'est pas beau ça ? On confie nos missions à une plateforme lucrative déjà condamnée par l'UE pour sa gestion « créative » des données personnelles (allo, RGPD ?).

Mais qu'importe, pourvu qu'on ait les likes !

En résumé : Likez, partagez, subissez

Chers collègues, préparez vos meilleurs selfies et citations inspirantes. **Demain, votre performance ne se mesurera plus au nombre de retours à l'emploi, mais peut-être au nombre de vues sur vos derniers posts.**

#ServicePublicEnSolde

#FranceTravailDélire

#ViePrivéeViePro

#BienvenueChezMicrosoft



Démision locale

La **régression sociale « signée Macron »** cible toujours plus les précaires : **santé, prestations sociales, pensions de retraite, indemnités maladie et rémunérations des apprentis...**

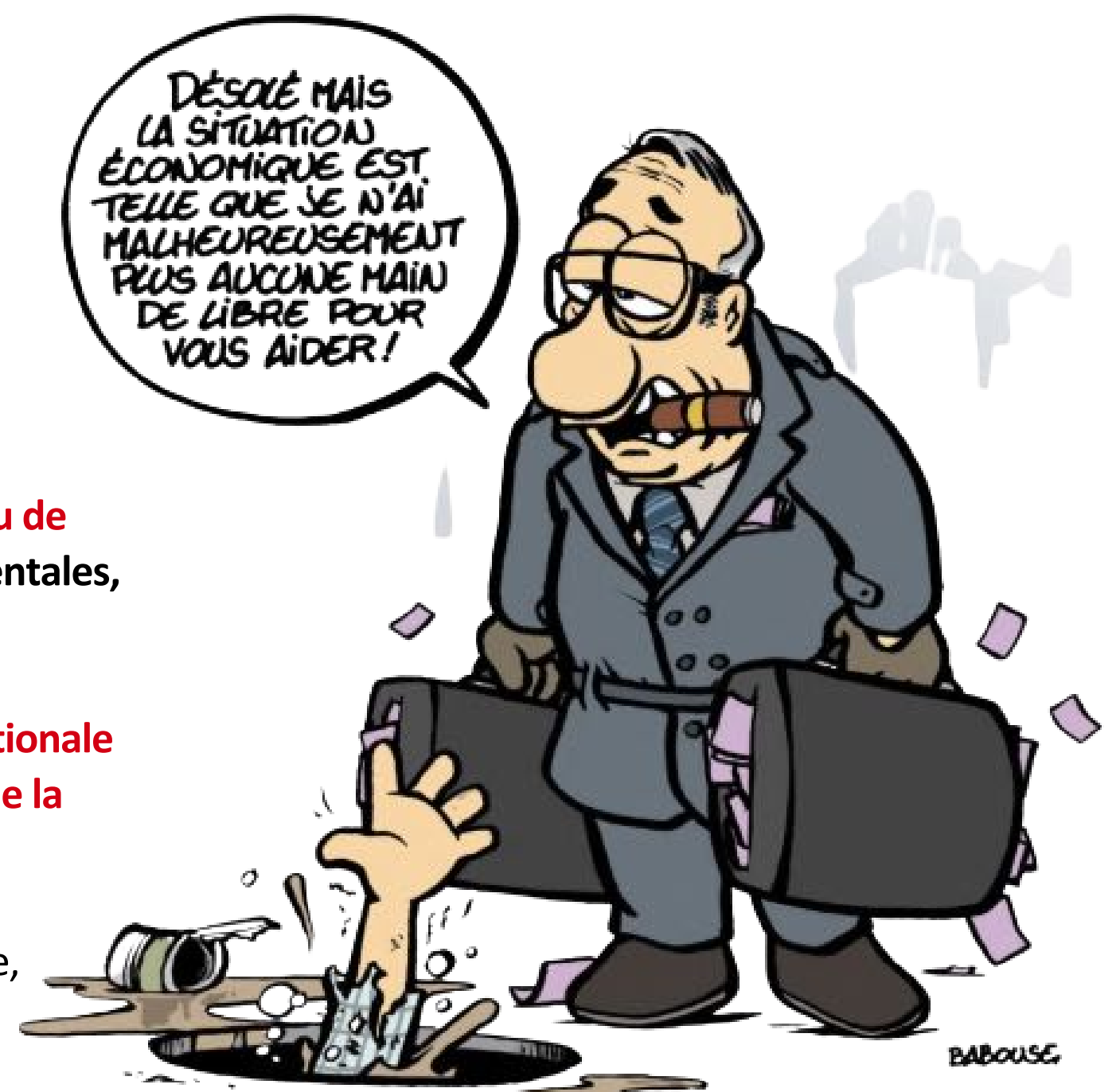
Dans la droite ligne de ces régressions, malgré les 50 % de jeunes qui se sentent angoissés face à l'avenir, **la loi plein emploi justifie les baisses et suppressions des subventions des missions locales par les collectivités territoriales.**

Cette destruction des métiers est **validée par l'UNML**, ce **syndicat patronal** qui soutient la LPE.

Les **patrons menacent désormais de supprimer 1000 ETP sur le réseau de l'emploi**. Dans la continuité, les **subventions communales, départementales, régionales et nationales se réduisent ou disparaissent.**

La **CGT revendique de réunir les missions locales dans une agence nationale (ANAI) qui doit être financée comme acteur de l'accompagnement de la jeunesse.**

Seule bonne nouvelle dans cette ambiance très sombre, le 21 novembre, la CGT est devenu la **première organisation syndicale représentative des missions locales.**



Vie privée

Pour lutter contre la fraude, **le Sénat veut permettre à France Travail de surveiller la vie privée des DE...** 🤮

Nous pourrions ainsi **consulter les relevés téléphoniques ou interroger le fichier des compagnies aériennes** dans le but de vérifier la résidence effective des allocataires.

En clair, **les entreprises fraudeuses et “le bon” français aisé du coin de la rue qui ne veut pas payer d’impôt, ça va, ça passe !**

Mais **pour les autres (les pauvres, les chômeurs, les personnes reconnues handicapées, les racisés...), là, on stigmatise à tour de bras.**

Sacrée brochette de conneries !

A l’inverse, les **sénateurs crient au scandale** quand on leur demande de justifier leurs frais et la présidente de l’Assemblée Nationale demande d’arrêter de publier des photos des bancs vides pour ne pas stigmatiser les députés absents. **lol**



FT au service des bourgeois ?

Ce n’est pas en cassant le thermomètre qu’on fait tomber la fièvre



Un p’tit quiz façon Burger Quiz ? Le thème du jour :

Knacki, Knafo ou les deux ?

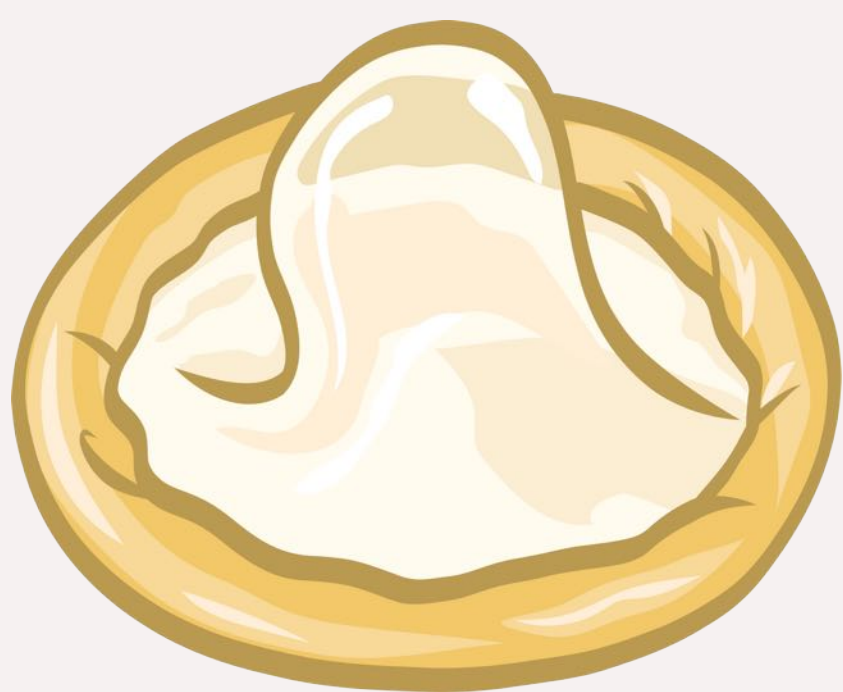
- Qui est indigeste ? Les deux
- Qui est une saucisse ? Une knacki
- Qui file la gerbe ? Les deux
- Qui est privilégiée par les riches ? Knafo
- Qui voudrait avoir l’air authentique mais n’y réussit pas ? Les deux



C'est toujours un spectacle savoureux de voir une brillante énarque, issue du sérail de la Cour des comptes, nous expliquer que l'administration ne marche pas.

Sarah Knafo critique France Travail avec l'aisance de ceux qui n'ont jamais eu besoin de pointer au guichet. Sa solution ? Casser l'outil plutôt que de réparer le moteur économique. C'est un peu comme accuser le thermomètre d'être responsable de la fièvre.

En désignant notre institution comme bouc émissaire, elle évite habilement de parler de la réalité du marché de l'emploi. Si le chômage se réglait à coup de grandes phrases et de mépris pour le service public, nul doute que Madame Knafo nous aurait déjà offert le plein emploi sur un plateau d'argent.



Parfois, nos outils capotent. Alors, sortons couverts !

A qui la faute ? Peu importe mais l’anecdote fait sourire.

Dans une **annonce vue sur le site de France Travail**, un **internaute a relevé une offre de Moniteur Educateur pour son unité à... Préservatif**. Au lieu de la célèbre ville de Condom !!! Pas d’erreur de notre site mais l’internaute qui aurait consulté en mode **traduction automatique activé**. Ouuuups !

The American Dream



73%, c'est le **pourcentage d'employeurs américains qui utilisent l'IA pour surveiller leurs salariés.**

Des **logiciels** (ActiveTrak, Teramind, Time Doctor, WorkExaminer ou encore Hubstaff) **permettent de suivre les tâches et la productivité des employés en s'immisçant dans leur ordinateur professionnel avec l'aide de l'intelligence artificielle.**

Ainsi, Activetrack permet de connaître la capacité de travail des salariés en indiquant leur **temps d'écran**, les **logiciels qu'ils utilisent** le plus et leur **score de productivité.**

Et en France ?

Pour l'instant, il existe des **garde-fous juridiques** : **l'article L120-2 du Code du travail** qui garantit la protection de la vie privée des salariés : « **Nul ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir.** »

La Cnil veille aussi au grain et n'hésite pas à sanctionner les employeurs abusifs.

En décembre 2024, une société du secteur immobilier a ainsi écopé d'une **amende de près de 40 000 euros pour surveillance excessive de ses salariés.** L'entreprise avait mis en place un système de détection des clics de souris ou des frappes sur les claviers des employés, si des temps d'inactivité étaient recensés, il y avait des retenues sur salaire. Enfin, des captures d'écran aléatoires pouvaient avoir lieu sur les ordinateurs des salariés selon une récurrence déterminée individuellement par l'entreprise, entre 3 et 15 minutes.

....To be continued.....



**Par Réforme,
traduisons Régression**

Les organisations de **salariés et d'employeurs**, à l'exception du Medef (toujours dans les bons coups), ont demandé au Premier Ministre d'enterrer le très controversé **projet de réforme de l'assurance chômage** lancé par le précédent gouvernement.

Affaire à suivre...

La réforme de l'assurance-chômage



**GUERRE CONTRE LES PAUVRES
GRÂCE À LA MACRONIE, EN 2026, LES BANQUES
POURRONT INTERDIRE LES DÉCOUVERTS BANCAIRES**



**22% DES FRANÇAIS NE SURVIVENT QU'EN AYANT
RECOURS À UN DÉCOUVERT DÈS LE 16 DU MOIS**

Arrêtez d'exploiter les faiblesses de votre banquier

À partir du 20 novembre 2026, selon une transposition de la directive européenne relative aux contrats de crédit aux consommateurs (CCD2), les **découverts bancaires basculeront dans le régime complet du crédit à la consommation.** Les solvabilités des clients seront analysées comme pour un prêt classique. Les découverts entre un et trois mois bénéficieront d'un régime allégé mais seront soumis intégralement au régime du crédit à la consommation.

Quel que soit le montant (même faible), la banque devra étudier de manière approfondie la situation financière du client.

Sous couvert de « protéger » les consommateurs et « limiter les dérives », les gros découverts (plus de 200 euros) bénéficieront d'un régime très encadré.

Ce n'est pas parce que votre salaire n'augmente pas ou disparaît que vous pourrez compter sur la compréhension ou les « largesses » de votre banque pour vous nourrir ou juste survivre...

Quand on sait que les résultats de la banque postale s'envolent de + 61,4 % au premier semestre 2025 ou que BNP vise un bénéfice net record en 2025, par exemple, on comprends que ces groupes bancaires aient besoin d'assurer leur avenir...

Surtout aux dépens de particuliers aux revenus modestes qui profitent un peu trop de leur confort financier...



Ministre du travail, pas des solidarités

“Des gens profitent du chômage pour passer un an tranquille” a simplement déclaré notre Ministre, Jean-Pierre FARANDOU, le 19 novembre.

Il a par ailleurs également déclaré à propos de la prime de Noël : “Je ne suis pas sûr que notre pays ait les moyens de poursuivre ces politiques de générosité maximale”.

152,45€ voilà le montant de la générosité maximale !

Je n’ai pas le droit d’être insultant,
je n’ai pas le droit d’être insultant,
je n’ai pas le droit d’être insultant...



LA "VRAIE" ANNÉE TRANQUILLE... VUE DU MINISTÈRE

Rupture

« Un chômeur qui n'est pas visible sur les réseaux sociaux, c'est un chômeur qui a choisi de se cacher. L'anonymat est un luxe que la solidarité nationale ne peut plus financer ». Le **Ministre du Travail**, 12 Octobre 2025.



« La compassion, ça ne se quantifie pas dans un tableau Excel. Ce qu'on veut, c'est du "match", du clic, du résultat. Si LinkedIn le fait mieux qu'un humain, tant mieux ». Le **Ministre des Comptes Publics**, 24 Octobre 2025.

« Les 15 heures d'activité ne sont pas une punition, c'est une chance. Ceux qui parlent de "travail forcé" sont les mêmes qui défendent le droit à l'oisiveté subventionnée. Si poster son CV en ligne est une "souffrance", alors il faut revoir la définition du mot effort ». La **Secrétaire d'État à l'Insertion** 4 octobre 2025.

Ruptures conventionnelles : « Des gens profitent du chômage pour passer un an tranquille », grogne le **Ministre du Travail**

« Monsieur le Ministre, votre "année tranquille" ressemble surtout à un **mépris de classe** ». Parler "d'une année tranquille" révèle une **méconnaissance totale de la vie d'un salarié moyen**. Qui peut prétendre vivre "tranquille" en voyant ses revenus chuter brutalement à environ 57 % de son brut ? Pour un salarié, c'est souvent le **bascullement dans la précarité, l'angoisse du loyer et la gestion à l'euro près**. Le chômage n'est pas une rente, c'est un filet de sécurité payé par le travail. Derrière votre "année tranquille", il y a souvent des **burn-out non déclarés, des reconversions professionnelles complexes ou des seniors que le marché du travail rejette violemment**. **Utiliser la rupture conventionnelle est souvent le seul moyen de quitter un environnement toxique sans tout perdre**. Si le travail payait mieux et si les conditions étaient plus respectueuses, peut-être que moins de gens chercheraient à partir. **Attaquez-vous aux causes du mal-être au travail plutôt qu'à ceux qui tentent d'y survivre**.

Rien que pour le titre !

Ca, c’est de la sauvegarde...



Tous dans le même bateau!

La lecture du **message** ci-dessous **envoyé par un médecin de notre région à ses patients** nous fait encore plus prendre conscience qu'aucun domaine n'est épargné.

Fermeture du cabinet

Bonjour à toutes et tous,
C'est avec beaucoup de colère et de fatigue que je suis contraint de vous annoncer la fermeture du cabinet le 7 mars 2026.
Les mesures prises dans le cadre du PLFSS 2026 (projet de loi de financement de la sécurité sociale) marquent, pour ma part, les limites que je ne souhaite pas franchir.
Je suis contraint, par la déshumanisation de mon métier, de me retirer.
J'essaierai de trouver repreneur(se) mais suis guère optimiste au vue du contexte.
Les dossiers médicaux seront envoyés au format PDF. Pour les personnes le désirant en format papier merci de m'en faire part en consultation.
Je tiens à vous remercier pour la confiance accordée.
Prenez soin de vous.

L'**austérité gouvernementale** en vient même à toucher **certains métiers que l'on pensait "protégés"**.

Lutte gagnante

Des entreprises européennes incontrôlables ? C'es terminé.

Grâce à l'action de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) dans laquelle la CGT est très investie, les Comités Européens d'Entreprises (CEE) vont voir leurs droits largement progresser :

- leur accès à la justice sera renforcé car ils pourront défendre leurs droits sans supporter des frais de justice prohibitifs
- ils pourront veiller à ce que des décisions des multinationales prises dans plusieurs états déclenchent une consultation obligatoire
- ils pourront limiter l'utilisation abusive de clauses de confidentialité, exiger une justification et une limite dans le temps
- les membres de ces CEE recevront une formation et des ressources adéquates pour mener à bien leurs missions
- une représentation équilibrée entre les sexes sera assurée pour les organes spéciaux de négociation



10 novembre, 11h31 - Vivement 2167...

C'est le **symbole de l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes** en France : lundi 10 novembre à 11h31, les femmes travaillent "gratuitement" et, ce, jusqu'à la fin de l'année.

A temps de travail identique, **les femmes gagnent en moyenne 14,2 % de moins que les hommes**, selon les données de l'Insee sur 2023.

Bon, depuis 2016, l'écart salarial entre femmes et hommes s'est réduit de 15,1 % à 14,2 %, soit 0,9 point.

Mais, à ce rythme-là, on atteindra l'égalité en 2167 !



Les 10 bonnes nouvelles...et c'est déjà pas mal

- Cnews condamnée à 139000 euros d'amende en 1 semaine pour incitation à la haine, à des comportements discriminatoires et à de la désinformation climatique
- Une nouvelle ligne de train de nuit reliera à partir d'avril 2026, la gare de Bâle (près de la frontière française) à Malmö en Suède avec des arrêts en Allemagne et au Danemark
- L'Assemblée Nationale a adopté 2 amendements imposant l'affichage du Nutri-Score sur les emballages alimentaires sous peine d'une contribution de 5% de chiffres d'affaires
- Les surfeurs et les écologistes vendéens s'allient pour lutter contre un projet de SurfPark, à 250m de l'Océan, sur une zone Natura 2000 et promettent de mener des actions communes
- La station de ski Céüse 2000 dans les Hautes-Alpes démonte ses remontées mécaniques pour promouvoir un tourisme de pleine nature
- La participation des femmes dans les accords de paix réduit de 37% le risque de reprise d'un conflit
- Une étude finlandaise montre que des enfants jouant dans des bacs à sable enrichis en sol forestier et exposés à une biodiversité microbienne accrue présentent une amélioration de leur microbiote cutané, intestinal et de leurs défenses immunitaires. Hop, tous en forêt !
- Fin du charbon à Lamu au Kenya avec la révocation de la licence d'une centrale à charbon. Un peu de répit pour les mangroves et récifs coralliens
- Fin de la fourrure en Pologne. Les députés polonais ont voté l'interdiction d'élevage d'animaux à fourrure. Fermetures progressives des fermes d'ici 2033
- A la Cop30, la France et 9 autres pays signent la 1ère déclaration contre la désinformation climatique



PARIS
13 NOVEMBRE 2015

10 ans dans le rétro

On se retourne, c'était il y a 10 ans.
Un concert, un verre en terrasse,
un match de foot en famille.... L'horreur !

On y pense, on n'oublie pas.
Le 13 au soir, j'étais à un concert,
j'ai chanté et dansé. Plus que jamais,
comme un hommage.
J'étais vivante ! Pour eux !

#LESCARTONS

la
cgt

Hauts-de-France

ASTROBUDGET 2026
perdez jusqu'à 211 000 000 000 €

Alors que la justice sociale, nos salaires et nos retraites sont nos préoccupations principales à toutes et tous, les projets de budgets de l'État et de la Sécu offrent l'opportunité concrète soit de mieux répartir les richesses, soit de faire porter la charge aux salarié-es, aux retraité-es, aux précaires...

GAGNEZ AVEC LA CGT à qui le tour ?

Signe	Catégorie	Projet	Impact
♈	Les salarié-es malades ou accidenté-es	• Limitation des arrêts maladie à 15 jours, avec obligation de consultation pour prolonger • Restriction des arrêts longue durée • Limitation à 4 ans des arrêts pour accident du travail ou maladie professionnelle • Suppression de l'avis du médecin du travail pour la reprise après un congé maternité • Renforcement des contrôles patronaux sur les arrêts maladie	PERDANTS !
♊	Tou-t'es les patient-es	• Participation forfaitaire sur les consultations de chirurgiens-dentistes • Nouvelle franchise médicale (lunettes, prothèses, pacemakers, pansements...) • Hausse des franchises sur les transports médicaux • Ponction sur les mutuelles et complémentaires = hausse des prix	PERDANTS !
♋	Les retraité-es	• Pensions de retraite gelées en 2026, et sous l'inflation les 3 années suivantes • Cumul emploi-retraite "simplifié" = travailler à la retraite • Suppression de l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions : la double peine !	PERDANTS !
♌	Les plus précaires	• Attaque contre l'assurance chômage • Gel des prestations sociales (invalidité, allocations familiales, APL...) • Réduction des droits des personnes en situation de handicap ou perte d'autonomie • Fiscalisation des indemnités des personnes atteintes d'une affection de longue durée et baisse du nombre de bénéficiaires	PERDANTS !
♍	Le système de santé et les services publics	• Décrochage du budget de l'assurance maladie par rapport aux besoins croissants de la population • Sous-financement des établissements de santé, conditionnement à la rentabilité et ouverture vers le privé lucratif • Baisse des financements et suppression de postes de fonctionnaires	PERDANTS !
♎	Les ultra riches et les grandes entreprises	• 211 milliards d'euros d'aides publiques à des entreprises privées, sans conditions, ni contrepartie, ni effet sur l'emploi • Les dividendes et de nombreuses primes échappent à la cotisation alors qu'elles pourraient augmenter les moyens de la Sécurité sociale • Les ultra-riches (100 millions d'euros) paient deux fois moins de prélèvement sociaux et fiscaux que nous	JACKPOT

la cgt

ne pas jeter sur la voie publique

Citation du mois :

“La grève éduque, elle aguerrit, elle entraîne et elle crée”

Victor GRIFFUELHES - Secrétaire Général CGT 1902-1909



Je souhaite adhérer au Syndicat CGT France Travail Hauts-de-France

Nom :

Prénom :

Site :

Tél. :

E-mail :

A remettre à un(e) militant(e) ou contacter : syndicat.cgt-hdf@francetravail.fr

